

## L'Union européenne et la solidarité : les leçons du référendum du 29 mai

*Débat avec Pierre Moscovici, Secrétaire International et Vice-président du Parlement Européen, Alan Dukes Directeur général de l'Irish Institute of European Affairs, Philip Cordery, Secrétaire général du PSE, et Pierre-Yves Le Borgn'*

Hélène Conway a modéré la discussion.

Tous les intervenants étaient personnellement choqués et déçus du résultat du référendum Français. Ils ont tous bien souligné que le traité n'était pas parfait. Pierre Moscovici et Philip Cordery ont rajouté que le traité est bien mort et qu'il ne sera pas représenté sous sa forme actuelle.

Phillip Cordery a présenté une vision européenne du résultat alors que Alan Dukes, Pierre Moscovici et Pierre-Yves Le Borgn' ont exposé sur une perspective nationale.

Tous étaient en accord pour dire que l'Union Européenne continuera d'exister et que le traité de Nice n'est pas adapté pour 25 pays. Alan Dukes pense que l'Union Européenne est en difficulté mais pas en crise comme l'estime Pierre Moscovici. La cause de l'échec n'était pas le contenu du traité mais le contexte dans lequel il a été présenté. Pour qu'un référendum soit approuvé par le peuple il faut un exécutif populaire, un cycle économique positif et un sujet consensuel. Ces conditions étaient inexistantes en France.

Selon Pierre Moscovici, il faut que nous dépassions le débat actuel « du oui ou du non ». Le dépasser ne veut pas dire qu'il s'agit de renoncer à ses convictions, à ses engagements, ou à ses amitiés et encore moins d'abdiquer. Il est toutefois très important de ne pas rentamer un débat sur le traité présenté. Le vrai combat est contre la politique de la droite.

Ce référendum continuera à animer des discussions pour un certain temps mais il est important que l'on se retrouve sereinement pour faire un diagnostic partagé. Philip Cordery a le sentiment que dans beaucoup de pays où le traité a été ratifié de manière parlementaire aurait été un échec s'il avait été soumis aux électeurs.

Le non de gauche est un non à « une » forme de la construction Européenne. Selon Pierre Yves Le Borgn', le traité était « long, difficile à comprendre, complexe, aride, et rébarbatif. » Les Européens ne se sentent plus protégés par l'Union Européenne contre la mondialisation. Ce non fut un non à une « Europe technocratique, volontariste et inefficace. »

Pierre Moscovici pense qu'il faut écouter les problématiques énoncées par Blair mais il ne pense pas que le leader Britannique ait les bonnes solutions même s'il faut reconnaître qu'il est le seul leader social démocrate de l'Union Européenne politiquement vivant. Pierre Moscovici a aussi évoqué l'ambiguïté de l'adhésion de la Turquie. Les négociations ont commencé avec la Turquie sans savoir quand elles se finiront mais en sachant comment elles se finiront ; c'est hypocrite et créera de nouveaux problèmes.

Il faut réévaluer la construction à partir de la réalité. Le gel de la construction de l'Union Européenne n'est pas souhaitable même si selon Philip Cordery il ne s'agit que d'une pause.

Alan Dukes est en désaccord avec Pierre Moscovici sur l'élargissement de 2004. Pour Alan, l'élargissement de 1984 était aussi dramatique que pour celui de 2005.

Tous ont reconnu l'importance de définir ce qu'est un Citoyen Européen. Les valeurs européennes communes existent déjà; une prospérité économique partagée, la culture et l'éducation, droit contre la force, l'inviolabilité des droits de l'homme.

Alan Dukes pense qu'il ne faut pas se tourner vers Bruxelles pour le manque d'un débat démocratique réellement Européen. Le système n'est pas construit pour être démocratique et

que ce rôle repose chez les parlementaires nationaux. Les législateurs nationaux ont un droit de regard sur l'Union mais ne l'appliquent pas et qu'ils ne s'impliquent pas dans la législation Européenne. Pour Alan, l'Europe ne doit pas devenir un super état.

Alan Dukes pense qu'en France nous avons inutilement débattu du texte afin de savoir s'il construirait une Europe néolibérale ou une Europe sociale. Selon lui, ce n'est pas le traité qui définira la direction politique européenne mais la majorité des gouvernements nationaux élus.

Pour les intervenants français, l'Europe manque de débat politique. Un sujet politique sur l'arène nationale avec des positions clairement de gauche ou de droite se transforme automatiquement en sujet technocratique avec des divergences techniques à Bruxelles.

Il est très important que nous n'abandonnions pas nos objectifs socialistes.

1. **Questions des frontières** ; il faut aborder le problème sans tabous ni hypocrisie.
2. **Modèle de société européenne avec des européens** ; construire des citoyens européens (les militants de la FFE peuvent apporter quelque chose dans cette construction.) Par exemple, l'harmonisation des diplômes.
3. **Des compétences sociales** ; un salaire minimum européen, une sécurité sociale européenne et une sécurité sociale professionnelle.
1. **Une Europe Économique** ; le premier budget de l'Europe ne doit pas être l'agriculture mais la recherche et l'éducation. Contrairement à Chirac et Blair, il ne faut pas un budget économique de 1% mais plutôt 2% comme nous le demandons au PS.

L'idée principale qui semble ressortir des interventions est que les peuples européens ont besoin d'une identité européenne, de se sentir européens et d'avoir confiance dans les Institutions Européennes.

Le PSE a besoin d'un clivage plus grand entre la droite et la gauche au niveau européen et se doit de proposer un projet Européen commun. Les dirigeants du PSE sous Rasmussen tentent d'organiser un grand débat militant européen. Il est aussi primordial que les partis nationaux s'impliquent plus dans le PSE.

Phillip Cordery a repris les mots d'un premier ministre Suédois qui disait que le PSE deviendrait un vrai parti « le jour où des premiers ministres socialistes accepteront de pousser une décision du PSE bien que celle-ci soit contre celle du parti national. »